

Bernhard Stricker

Maintenant c'est la politique qui doit produire la preuve par l'acte!

Attitude bienveillante lors de la seconde rencontre organisée par le comité d'initiative «OUI à la médecine de famille» à l'occasion de la session parlementaire

Le comité d'initiative «OUI à la médecine de famille» et l'association professionnelle des médecins de famille et de l'enfance (MFE) ont invité au soir du mercredi 21 décembre 2011, soit au troisième jour avant la fin de la première session du parlement nouvellement élu, divers parlementaires à une manifestation dans la vieille ville de Berne.

Cette manifestation agrémentée par un buffet apéro magnifiquement achalandé, avait pour objectif de présenter l'initiative «OUI la médecine de famille» aux conseillers et conseillères nationaux et aux conseillers et conseillères aux Etats et de leur expliquer pourquoi le contre-projet du conseil fédéral n'apporte rien à la solution au manque de médecins de famille. Ce rendez-vous, fixée en été 2011, s'est avéré idéal pour sensibiliser le parlement à notre initiative, dans la mesure où le comité d'initiative a appris juste avant la manifestation que la commission du conseil des Etats chargée d'examiner cette question se réunira pour sa première séance le 23 janvier 2012.

Une douzaine de parlementaires de tous les horizons politiques ont répondu à l'invitation et ont prêté une oreille attentive aux propos du président du comité d'initiative, Peter Tschudi, ainsi que du président et du vice-président de l'association MFE, Marc Müller et François Héritier, avant de participer activement à la discussion qui a suivi.

La discussion a mis en évidence l'attitude foncièrement bienveillante des parlementaires à l'égard des initiants. A l'exception de Toni Bortoluzzi, représentant de l'UDC pour la politique de santé,

qui a clairement opté pour un rejet aussi bien de l'initiative que du contre-projet, tout en reconnaissant le rôle central joué par les médecins de famille, tous les conseillers et conseillères présents se sont déclarés favorables aux demandes de l'initiative. Le CN Otto Ineichen (FDP/LU) était par exemple convaincu que le système de santé ne pourrait survivre sans les médecins de famille. La CN Ruth Humbel (CVP/AG) a, quant à elle, estimé que l'initiative avait autant de chances d'être acceptée que celle des médecines complémentaires.

Une fois encore les médecins de famille présents lors de cette réunion ont pu se convaincre qu'il existe bel et bien une certaine compréhension et une réelle volonté dans le monde politique de renforcer la médecine de premier recours et de lutter contre le manque de médecins qui se profile. Si c'était également le cas ces dernières années, cela ne s'était jamais traduit jusqu'ici par des mesures concrètes. Or, il se pourrait cette fois-ci que les choses changent, car les médecins de famille peuvent s'appuyer pour la première fois, avec cette initiative populaire, sur le plus puissant instrument politique existant. N'a-t-elle pas recueilli en 5 mois à peine quelques 200 000 signatures? Cela a de toute évidence marqué les esprits des parlementaires.

Le 23 janvier 2012, le comité d'initiative et l'association professionnelle enverront à la commission de santé du conseil des Etats une délégation composée de quatre personnes: Peter Tschudi, Marc Müller, Margot Enz et François Héritier.